



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Energie et transition énergétique - Montpellier Métropole Solaire - Adhésion à l'association Énergies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) - Désignation d'un représentant

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la transition énergétique et écologique depuis de nombreuses années, en valorisant les ressources du territoire pour développer les énergies renouvelables dans un souci permanent de préservation de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles et avec la volonté du développement de filières économiques locales.

Dans la continuité de cet engagement, la démarche Montpellier Métropole Solaire a été lancée en mai 2018 et l'une de ses actions est le soutien aux projets citoyens de financement participatif d'installations photovoltaïques.

Energies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) en Occitanie est le réseau régional qui fédère plus d'une quarantaine de porteurs de projets engagés dans le développement des énergies renouvelables citoyennes et participatives.

L'association a pour but de faire émerger des projets d'énergie renouvelable citoyens pour :

- co-construire les politiques énergétiques locales avec les habitants et partenaires,
- maximiser les retombées économiques territoriales des projets de production,
- mobiliser de l'épargne de proximité pour financer les projets.

L'offre d'ECLR aux collectivités locales se décline par :

- un appui à l'animation locale : réunions publiques, formations et visites à destination des élus, diagnostic territorial... ;
- un appui à l'émergence : étude d'opportunité juridique et financière, appui à la sélection des partenaires... ;
- un appui au développement : aide à la recherche de financements, étude de faisabilité... ;
- un appui à la création de la société : mise en œuvre de la société, animation des réunions publiques.

Le coût de l'adhésion est de 1 000 € annuel, par ailleurs, un représentant de la Métropole doit être désigné au sein de cette association.

Le Président propose la désignation de Madame Eliane LLORET.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée pour cette désignation. Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) pour un montant annuel de 1 000 € ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein d'ECLR par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Madame Eliane LLORET comme représentante de la Métropole au sein d'ECLR et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.